

0403 201 - 729

H.C.B.

*SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
CAPITAL SOCIAL : 69 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : AVENUE JEAN GIONO
13190 ALLAUCH
R.C.S. MARSEILLE B*

STATUTS

AC

J.DC

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- *Monsieur COHEN Jean David,*
Né le 5 juillet 1968 à MARSEILLE,
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,
de nationalité française,
Marié sous contrat de séparation de biens à Mme ELBAZ Anna,

- *Madame ELBAZ Anna ép. COHEN,*
Née le 5 mai 1966 à MEKNES (MAROC),
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,
de nationalité française,
Mariée sous contrat de séparation de biens à M. COHEN Jean David,

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIVIT LES STATUTS DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE AUTRE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE D'ASSOCIE.

.../...

AC

J.DC

TITRE I –
FORME – OBJET – APPELLATION SOCIALE –
SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à Responsabilité Limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par le nouveau code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit :

« l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières : la prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscription, achats d'actions, d'obligations et de tous droits sociaux dans toutes sociétés, affaires ou entreprises ; l'acquisition et la détention d'immeubles ;

« l'assistance administrative, comptable, informatique, commerciale et financière dans toutes sociétés dépendantes ;

« L'organisation de réceptions ;

« la société peut en outre créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter directement ou indirectement, tous établissements industriels et commerciaux, toutes usines, tous chantiers et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels ; obtenir et acquérir tous brevets, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays ; et plus généralement, faire toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 – APPELLATION SOCIALE

La société a pour appellation sociale la dénomination suivante :

«H.C.B.»

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social.

.../...

3. DC
2

AC

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à

« AVENUE JEAN GIONO – 13190 ALLAUCH »

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision collective extraordinaire.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – APPORTS

Les soussignés apportent en nature à la société, sous les garanties ordinaires et de droit :

- Par Monsieur Jean David COHEN :

Premièrement :

- Désignation : apport de CENT parts sociales de la société « LA BAUQUIERE », SARL au capital 30 490 euros, dont le siège social est Avenue Jean Giono, 13190 ALLAUCH, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 322 407 297,
- Evaluation : L'évaluation des biens ci-dessus désignés a été faite au vu du rapport de la société FICOREC AUDIT, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des fondateurs.
- Rémunération de l'apport : En rémunération de l'apport en nature ci-dessus désigné et évalué à la somme de soixante et un mille euros (61 000 euros), M. Jean David COHEN se voit attribuer 610 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale,

Deuxièmement :

- Désignation : apport de CINQUANTE parts sociales de la société « CELIOR », SARL au capital 8 000 euros, dont le siège social est 2 Promenade Georges Pompidou, 13008 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 448 407 759,
- Evaluation : L'évaluation des biens ci-dessus désignés a été faite au vu du rapport de la société FICOREC AUDIT, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des fondateurs.
- Rémunération de l'apport : En rémunération de l'apport en nature ci-dessus désigné et évalué à la somme de quatre mille euros (4 000 euros), M. Jean David COHEN se voit attribuer 40 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale,

.../...

- Par Madame Anna COHEN :
- Désignation : apport de CINQUANTE parts sociales de la société « CELIOR », SARL au capital 8 000 euros, dont le siège social est 2 Promenade Georges Pompidou, 13008 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 448 407 759,
- Évaluation : L'évaluation des biens ci-dessus désignés a été faite au vu du rapport de la société FICOREC AUDIT, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des fondateurs.
- Rémunération de l'apport : En rémunération de l'apport en nature ci-dessus désigné et évalué à la somme de quatre mille euros (4 000 euros), Mme Anna COHEN se voit attribuer 40 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale,

Soit total des apports en nature : **69 000 euros.**

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE NEUF MILLE EUROS (69 000 euros) et il est divisé en 690 (six cent quatre vingt dix) parts sociales de 100 euros (cent euros) chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- Monsieur COHEN Jean David, à concurrence de six cent cinquante parts sociales, numérotées de 1 à 650, ci..... 650 parts,
- Madame Anna COHEN, à concurrence de quarante parts sociales, numérotées de 651 à 690, ci..... 40 parts,

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS SOCIALES
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, SOIT **690 parts.**

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La collectivité des associés, par décision extraordinaire, peut apporter toutes les modifications admises par la loi et l'usage au capital social et à sa division en parts sociales en respectant les prescriptions des articles L 223-32 et suivants du nouveau code de commerce.

A – Principe

Le capital social est augmenté soit par création de parts sociales nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes. Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts nouvelles sont souscrites et libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par apports en nature, soit par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission.

.../...

AC

SDC

En cas de souscription de parts sociales au moyen de fonds ou de biens communs à deux époux, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit. Cette qualité est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites, à son conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé.

Si cette notification a lieu lors de la souscription, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

Si cette notification est postérieure à la souscription, l'agrément du conjoint par les autres associés sera soumis aux dispositions concernant l'agrément des cessionnaires tiers à la société.

Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

B - Compétence

L'augmentation de capital et les modalités de sa réalisation sont décidées par la collectivité des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des parts existantes, à libérer en espèces, la décision sera prise à l'unanimité.

Si des parts avec primes sont créées, la décision collective des associés, portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

C - Augmentation de capital en numéraire

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, les associés auront proportionnellement à leur droit dans le capital un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

Les fonds provenant de la libération des parts feront l'objet, dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt.

Le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par le mandataire de la société que trois jours au moins après leur dépôt.

D - Augmentation de capital par apports en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital contiendra l'évaluation de chaque apport en nature. Il y sera procédé au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports nommé par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête de la gérance.

.../...

S.D.C

AC

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation de capital sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée auxdits apports.

E. Rompus

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

II – REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que conformément aux stipulations de l'article L 223-2 du nouveau code de commerce.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers, dont la créance est antérieure à la date du dépôt au greffe du procès-verbal de délibération, peuvent former opposition à la réduction dans un délai d'un mois à compter de la date de dépôt.

L'opposition est signifiée à la société par actes d'huissier et portée devant le tribunal de commerce. Celui-ci rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction du capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

Si la réduction de capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III **PARTS SOCIALES – CESSIIONS DE PARTS**

ARTICLE 9 – SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles doivent être intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du gérant, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

.../...

ARTICLE 10 – INDIVISIBILITE DES PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quelque soit le nombre de parts possédées par cette indivision. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par un mandataire unique.

Sauf convention contraire régulièrement portée à la connaissance de la société, le droit de vote attaché à chaque part et, par conséquent, le droit de prendre part aux décisions collectives, appartient au nu-propriétaire pour les décisions visées aux articles L 223-14 et L 223-30 du nouveau code de commerce, et à l'usufruitier dans tous les autres cas.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. Les représentants ayant droit, conjoint et héritier d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - CESSIONS DE PARTS SOCIALES

1° Forme de la cession

La cession des parts doit être constatée par écrit sous seing privé. Cet écrit sera daté et précisera le nom et les prénoms du cédant et du cessionnaire, le nombre et la valeur des parts cédées, le prix de cession.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre, pour être valable, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

.../...

S.D.C

La cession est rendue opposable à la société par la voie soit d'une signification par acte extrajudiciaire, soit par son acceptation par la société dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

2° Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants

Les parts sont librement cessibles entre associés. Pour les cessions aux conjoints, ascendants ou descendants des associés, un agrément sera requis dans les mêmes conditions qu'au 3° ci-dessous.

3° Cession à des tiers non associés

La cession des parts sociales à des personnes autres que les associés, ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés accompagné de la demande d'agrément par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le délai de huit jours, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

Le gérant notifie au cédant, ainsi qu'aux autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la décision d'agrément ou le refus. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

4° Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

En cas de refus d'agrément, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Toute clause contraire est nulle. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La désignation de l'expert prévue à l'article 1843-4 du code civil est faite soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

.../...

La demande du ou des associés, est adressée à la société et à chacun des autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours à partir de la notification par le gérant du refus d'agrément.

Elle indique le nombre de parts dont le rachat est proposé et le prix qui est offert.

Le gérant opère, au vu des diverses demandes présentées, le projet de la répartition des parts comme indiqué ci-dessus.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, le gérant, au nom de la société, peut faire acquérir les parts par un tiers qu'il désigne.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut sur justification, être accordé à la société par le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale. Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession de parts initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

La partie qui renonce à l'opération de cession postérieurement à la désignation de l'expert supporte les honoraires et frais d'expertise.

II - TRANSMISSION PAR DECES, DISSOLUTION OU LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

III - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement des parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du code civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

.../...

S.D.C

ARTICLE 13 – ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 14 – DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

TITRE IV GERANCE – DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 15 – GERANCE

La société est gérée par un ou plusieurs gérants associés ou non, personne physique, désigné pour une durée déterminée ou non.

Le ou les gérants sont nommés dans les statuts ou par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

I – POUVOIRS DES GERANTS

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chaque gérant de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, dans les rapports entre associés et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, il est convenu que le gérant ne pourra, sans y être autorisé préalablement par une décision générale ordinaire, effectuer les actes et opérations suivants :

Contracter des emprunts, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre des intérêts dans d'autres sociétés.

.../...

S.DC

AC

Le non respect par un gérant des dispositions de l'alinéa précédent, constitue un juste motif de révocation.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

II - REMUNERATION

Chacun des gérants pourra percevoir, en rémunération de ses fonctions de direction et en compensation de la responsabilité attachée auxdites fonctions, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

III - RESPONSABILITE

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit des fautes commises dans sa gestion, soit de la violation des statuts.

Il doit consacrer aux affaires sociales tout le temps et les soins nécessaires.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Les associés peuvent soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre le ou les gérants dans les conditions de l'article L 223-22 du nouveau code de commerce.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la société, les personnes visées par la législation sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes peuvent être rendues responsables du passif social et encourir les interdictions et déchéances prévues par ladite législation.

.../...

J.DC

IV FIN DES FONCTIONS

Les fonctions du gérant prennent fin à l'arrivée du terme fixé.

Le ou les gérants sont révocables par décision dûment motivée des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommage et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont également révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions à charge pour eux d'informer les associés de leur décision, six mois avant la clôture de l'exercice par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant, la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou la cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne par la dissolution de la société : la collectivité des associés doit procéder au remplacement du gérant.

Dans ce cas, elle est consultée d'urgence par le co-gérant en exercice ou par le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou à défaut par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent.

Toutefois ce remplacement est facultatif s'il demeure un ou plusieurs co-gérants.

Dans le cas où la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la société.

V - PUBLICITE DE LA NOMINATION ET DE LA CESSATION DES FONCTIONS

La nomination et la cessation de fonctions des gérants doivent être publiées.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

.../...

S.DC

ARTICLE 16 – DECISIONS COLLECTIVES

I DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par le nouveau code de commerce et les textes subséquents.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toute autre décision si elle est demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou par le quart des associés détenant au moins le quart des parts sociales.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux des décisions collectives sont celles définies par le nouveau code de commerce.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou, le cas échéant, par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

II -- DECISIONS COLLECTIVES « EXTRAORDINAIRES »

Les décisions extraordinaires sont celles qui ont pour objet la modification des statuts ou l'agrément des cessions ou mutations de parts, droits de souscription ou d'attribution. Sous réserve d'autres conditions impératives définies par les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les trois quarts au moins des parts sociales.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou transformer la société en nom collectif ou commandite simple ou par actions.

En aucun cas la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

.../...

AC

J.D.C

III DECISIONS COLLECTIVES « ORDINAIRES »

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre de votants.

IV MODALITES DE LA CONSULTATION DANS LE CADRE D'UNE ASSEMBLEE

1° Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant sous forme d'une lettre recommandée qui leur est adressée quinze jours au moins avant la date de la réunion. Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

2° Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. La lettre de convocation le précise.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaisse clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

3° Réunion de l'assemblée

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la lettre de convocation.

Elle est présidée par le gérant. Si celui-ci n'est pas associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence est assurée par le plus âgé. Un secrétaire associé ou non, peut être désigné.

.../...

AC

J.D.C.

4° Représentation - vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5° Procès-verbaux

Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom et prénoms des associés présents ou représentés, le nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports qui leur ont été soumis, le texte des résolutions mises aux voix, les nom, prénoms et qualité du président, un résumé des débats et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la société, côté et paraphé dans la forme ordinaire, soit par un juge du tribunal de commerce ou du tribunal d'instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société.

6° Droit de communication et d'information des associés

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

.../...

JDC

AC

V - ASSEMBLEE STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX

1° Réunion de l'assemblée

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par les gérants, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée.

2° Droit de communication et d'information des associés

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes s'il en existe, un mois avant la convocation de l'assemblée.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées et le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A compter de la communication des documents prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

VI - DECISIONS PRISES PAR CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

1° Forme

Lorsqu'une consultation écrite est possible, conformément aux dispositions de l'article 26, les mêmes documents que ceux prévus en cas d'assemblée sont adressés aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent alors d'un délai de vingt jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre leur vote par écrit. Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou non.

2° Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux d'assemblée, à l'exclusion de toutes les mentions concernant la seule assemblée. Il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit et justifié que les formalités ont été respectées.

La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

.../...

J.DC

VII - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

1° Droit de communication permanent

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste des gérants et le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice, et ne peut pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

L'associé a également le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultats, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, l'associé peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

2° Expertise

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires des experts. Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes ainsi qu'au gérant. Ce rapport doit en outre être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

3° Procédure

Tout associé non gérant, peut deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes

.../...

JDC

TITRE V CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire en cas de dépassement des seuils visés à l'article L 223-35 du nouveau code de commerce et est facultative dans les autres cas mais peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité requise de capital (au moins un dixième du capital).

Les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, le comité d'entreprise, le ministère public, dans les conditions fixées par décret, pourront demander en justice, pour juste motif, la récusation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par l'assemblée générale. S'il est fait droit à la demande, un nouveau commissaire aux comptes sera désigné en justice. Il demeurera en fonction jusqu'à l'entrée en fonction du commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale.

Les commissaires aux comptes effectuent les vérifications et contrôles et établissent les rapports prévus par la loi.

Les commissaires aux comptes sont avisés au plus tard en même temps que les associés, des assemblées ou consultations.

Ils sont avisés, en outre par la gérance, des conventions réglementées passées entre la société et les associés et gérants, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions, ainsi que des mêmes conventions conclues au cours d'exercices antérieurs, dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Ils ont accès aux assemblées.

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits, et le bilan établis par la gérance, doivent être tenus à la disposition des commissaires aux comptes quarante-cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Les honoraires des commissaires aux comptes qui sont à la charge de la société sont fixés selon les modalités déterminées par décret.

Les commissaires aux comptes sont responsables tant à l'égard de la société que des tiers, des conséquences dommageables de fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions, dans les termes de la loi.

.../...

J.DC

TITRE VI
CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE DE
LA SOCIETE

ARTICLE 18 – CONVENTION SOUMISES A PROCEDURE SPECIALE

Le ou les gérants doivent aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le ou les gérants, ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, contenant les mentions suivantes :

- ◆ l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés,
- ◆ le nom des gérants ou associés intéressés,
- ◆ la nature et l'objet desdites conventions,
- ◆ les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées.
- ◆ l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercice antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge, pour le gérant, et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

.../...

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du Directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS INTERDITES

Il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associés. Elle s'applique également au conjoint, ascendants ou descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toutes personnes interposées.

Toutefois, si la société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

TITRE VII

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – INFORMATION COMPTABLE – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois. Il débute le premier janvier et se termine le 31 décembre.

A titre d'exception, le premier exercice social comprendra la durée écoulée entre la date d'immatriculation de la société et le 31 décembre 2004.

ARTICLE 21 – COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires.

.../...

Elle doit également rédiger un rapport de gestion écrit sur l'ensemble de l'activité de la société pendant l'exercice écoulé. Ce rapport indique avec précision l'excédant constaté, qualifié de bénéfice, ou le déficit relevé, constituant la perte.

De même, il doit préciser l'évolution prévisible de la société, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les activités de la société en matière de recherche et de développement.

La gérance doit adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport susvisé, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

Le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

Dans ce dernier cas, les modifications doivent être décrites et justifiées dans l'annexe. Elles doivent aussi être signalées dans le rapport de gestion, et le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

Même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires. Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

ARTICLE 22 – INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis par décret et tirés du nombre de salariés ou du chiffre d'affaires, compte tenu éventuellement de la nature de l'activité, le ou les gérants sont tenus d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel.

La périodicité, les délais et les modalités d'établissement de ces documents sont également précisés par décret.

La société cesse d'être assujettie à cette obligation lorsqu'elle ne remplit aucune de ces conditions pendant deux exercices successifs.

Les documents susvisés sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société établis par le gérant qui les communique au commissaire aux comptes, au comité d'entreprise, et le cas échéant, au conseil de surveillance lorsqu'il est institué dans ces sociétés.

En cas de non observation de ces dispositions, ou si les informations données dans les rapports visés à l'alinéa précédent appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans le rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

.../...

S-DC

ARTICLE 23 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

L'assemblée ordinaire des associés, qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

ARTICLE 24 – AFFECTATION DES RESULTATS

- Bénéfices nets

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice.

- Réserve légale

Sur le bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social, mais doit recommencer en cas d'augmentation de capital jusqu'à ce que la nouvelle limite soit atteinte.

- Bénéfice distribuable

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toute distribution est interdite lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs au montant du capital social augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

- Réserves statutaires – report à nouveau

Toutefois, avant de décider la distribution de bénéfice sous forme de dividende entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, l'assemblée pourra prélever toutes sommes qu'elle jugera convenable pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserve ou de prévoyance ou encore pour les reporter à nouveau.

- Pertes éventuelles

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte « Report à Nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

.../...

5.00

ARTICLE 25 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale les fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes, sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant les dispositions des statuts concernant les conventions soumises à procédure spéciale.

TITRE VIII TRANSFORMATION – PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 26 – TRANSFORMATION

Les associés pourront décider la transformation de la présente société en société commerciale de toute autre forme, dans les conditions prévues à l'article L 223-43 du nouveau code de commerce sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

La transformation de la société en une société en nom collectif ou en commandite simple ou par actions, appelle l'accord unanime des associés donné en assemblée.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la société.

Par ailleurs, un ou plusieurs commissaires à la transformation chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux ; ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné ci-dessus. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Ce rapport est tenu à la disposition des associés. Toutefois, une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la société.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

.../...

S.DC

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés, étant entendu que chaque indivision ne compte que pour un seul associé, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle est dissoute à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante. Les associés ont l'obligation d'obtenir par tous moyens une réduction de leur nombre. Ceux des associés qui s'opposeraient à toute solution raisonnable tendant à ce résultat seraient tenus pour responsables du préjudice que pourrait causer la dissolution de la société.

ARTICLE 27 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique.

A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION

- Dissolution au terme de la durée

La société est dissoute à l'arrivée du terme fixé. La prorogation de la société peut cependant être décidée par les associés en assemblée générale extraordinaire.

- Dissolution anticipée

- Décision des associés : la dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par décision extraordinaire des associés ;
- Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social : Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, sous réserve des dispositions de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1966, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu de ce siège et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

.../...

JDC

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa précédent n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

- Réduction du capital au dessous du minimum légal : la réduction de capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous le respect des conditions prévues à l'article L 223-2 du nouveau code de commerce. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 29 – LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, quelle qu'en soit la cause. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés par décision ordinaire des associés ou, à défaut, par ordonnance du président du Tribunal de grande instance statuant sur requête de tout intéressé.

Le liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société ; il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Pendant le cours de la liquidation, les associés, comme pendant l'existence de la société, prennent les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tout ce qui concerne cette liquidation.

L'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs, qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, peuvent agir ensemble ou séparément.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé tout d'abord à rembourser le montant des parts sociales si ce remboursement n'a pas encore été opéré ; le surplus est réparti entre tous les associés gérants ou non gérants, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux, le tout sous réserve de l'application des articles L 237-1 à L 237-13 du nouveau code de commerce, 266 à 271 du décret du 23 mars 1967.

.../...

TITRE IX
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30 – CONTESTATIONS

Toute contestation qui pourrait s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation entre les associés, relativement aux affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du procureur de la république près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

ARTICLE 31 – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société a été présenté, avant la signature des présents statuts, aux associés qui déclarent l'accepter purement et simplement.

ARTICLE 32 – PUBLICITE

Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social.

ARTICLE 33 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfice.

.../...

AC

ARTICLE 34 – POUVOIRS

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés seront faites à la diligence et sous la responsabilité des gérants pouvant agir séparément avec faculté de se substituer tout mandataire de leur choix.


De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toute formalité pouvant être accomplie par une personne autre que l'un des gérants.

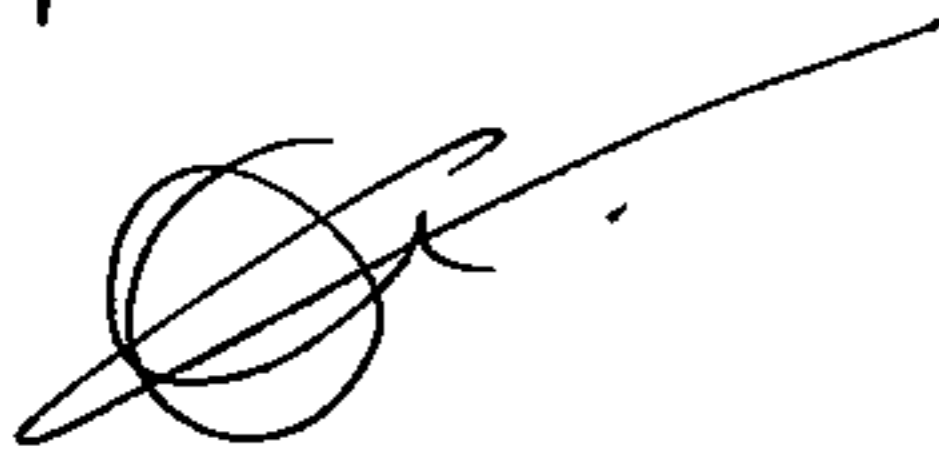
FAIT EN CINQ ORIGINAUX
DONT UN POUR L'ENREGISTREMENT

Jean David Cohen.

A Marseille

LE 31/12/03


Anna Cohen.



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur COHEN Jean, David,
Né le 05 juillet 1968 à MARSEILLE,
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,
de nationalité française,
Marié sous contrat de séparation de biens à Mme ELBAZ Anna,

D'UNE PART,

- La société H.C.B.,
Société à Responsabilité Limitée en cours de formation,
Au capital social de 69 000 euros,
Dont le siège social est à : Avenue Jean Giono
13190 ALLAUCH,
Représentée par M. COHEN Jean, David, en qualité de fondateur,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES APPORTS

Le soussigné d'une part, apporte à la société « H.C.B. », qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après déterminés et lui appartenant.

Cet apport consiste en :

- Cent (100) parts sociales de la société « LA BAUQUIERE », Société A Responsabilité limitée au capital de 30 490 euros, dont le siège social est Avenue Jean Giono, 13190 ALLAUCH, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 322 407 297, d'une valeur estimée à 61 000 euros (soit 610 euros par part).
- Cinquante (50) parts sociales de la société « CELIOR », Société A Responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, dont le siège social est 2 Promenade Georges Pompidou, 13008 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 448 407 759, d'une valeur estimée à 4 000 euros (soit 80 euros par part).

.../...

S.D.C

ARTICLE 2 – REMUNERATION

Sous les mêmes réserves que ci-dessus, lesdits apports sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à Monsieur COHEN Jean, David, de :

- 610 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, en rémunération de l'apport de parts de la société LA BAUQUIERE, apport évalué à 61 000 euros,
- 40 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, en rémunération de l'apport de parts de la société CELIOR, apport évalué à 4 000 euros,

SOIT AU TOTAL : 650 parts sociales (six cent cinquante), numérotées de 1 à 650.

ARTICLE 3 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention produira ses effets dès lors qu'elle aura été approuvée par les associés de la société H.C.B..

ARTICLE 4 – FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

Pour tous litiges qui pourraient survenir pendant l'exécution ou à la suite des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus pour chacune d'elles.

Tous les frais, droits et honoraires relatifs aux présentes seront dues par la société, qui s'y engage.

ARTICLE 5 – SURSIS D'IMPOSITION

Conformément aux articles 150-OB et 150-OD du CGI, la plus-value réalisée à l'occasion de cet apport bénéficie d'un sursis d'imposition. En cas de cession ultérieure des titres, la plus-value sera donc calculée par rapport à la valeur originelle des titres remis en échange.

FAIT A *Narbonne*

LE *21/12/23*

Pour l'apporteur
M. COHEN Jean David

Pour la société H.C.B.
M. COHEN Jean David



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Madame ELBAZ Anna ép. COHEN,
Née le 05 mai 1966 à MEKNEZ (MAROC),
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,
de nationalité française,
Mariée sous contrat de séparation de biens à M. COHEN Jean David,

D'UNE PART,

- La société H.C.B.,
Société à Responsabilité Limitée en cours de formation,
Au capital social de 69 000 euros,
Dont le siège social est à : Avenue Jean Giono
13190 ALLAUCH,
Représentée par M. COHEN Jean, David, en qualité de fondateur,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES APPORTS

La soussignée d'une part, apporte à la société « H.C.B. », qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après déterminés et lui appartenant.

Cet apport consiste en :

- Cinquante (50) parts sociales de la société « CELIOR », Société A Responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, dont le siège social est 2 Promenade Georges Pompidou, 13008 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro B 448 407 759, d'une valeur estimée à 4 000 euros (soit 80 euros par part).

.../...

AC

ARTICLE 2 – REMUNERATION

Sous les mêmes réserves que ci-dessus, ledit apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à Madame Anna COHEN, de :

- 40 parts sociales de 100 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, en rémunération de l'apport de parts de la société CELIOR, apport évalué à 4 000 euros,

SOIT AU TOTAL : 40 parts sociales (quarante), numérotées de 651 à 690.

ARTICLE 3 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention produira ses effets dès lors qu'elle aura été approuvée par les associés de la société H.C.B..

ARTICLE 4 – FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

Pour tous litiges qui pourraient survenir pendant l'exécution ou à la suite des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus pour chacune d'elles.

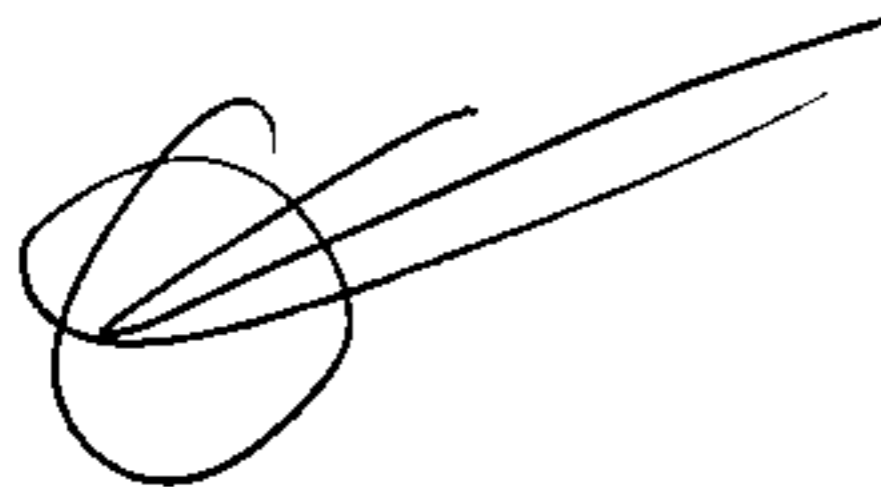
Tous les frais, droits et honoraires relatifs aux présentes seront dues par la société, qui s'y engage.

ARTICLE 5 – SURSIS D'IMPOSITION

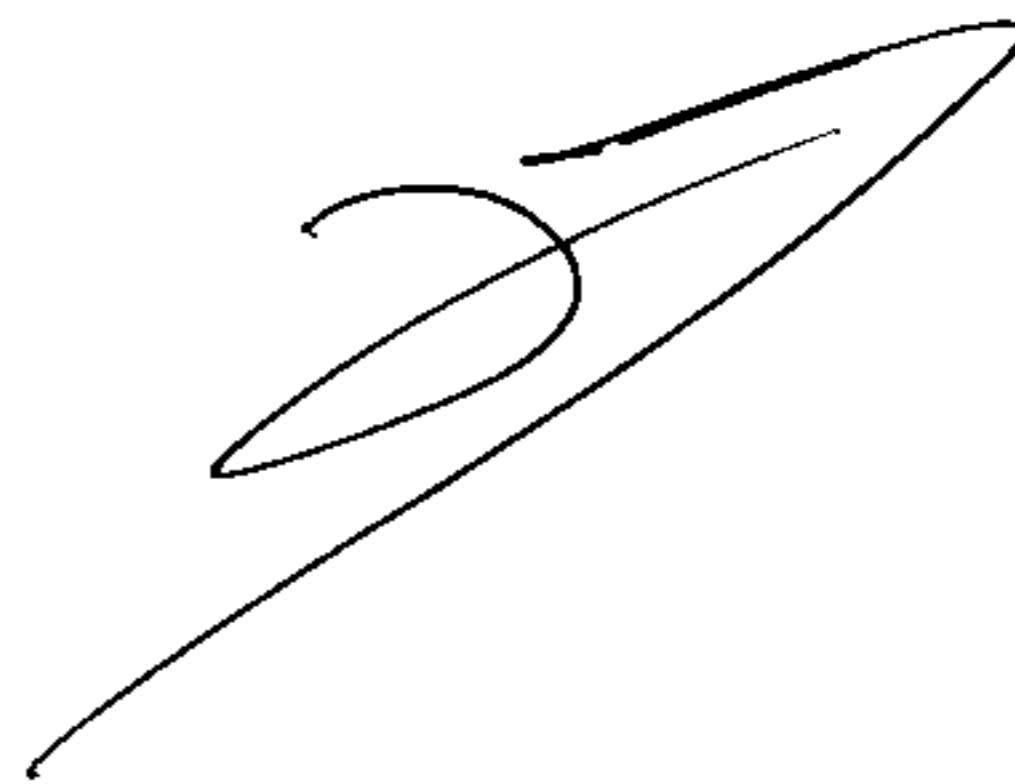
Conformément aux articles 150-OB et 150-OD du CGI, la plus-value réalisée à l'occasion de cet apport bénéficie d'un sursis d'imposition. En cas de cession ultérieure des titres, la plus-value sera donc calculée par rapport à la valeur originelle des titres remis en échange.

FAIT A *Marseille* LE *31/12/03*

Pour l'apporteur
Mme Anna COHEN



Pour la société H.C.B.
M. COHEN Jean David



SOCIETE H.C.B.
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
CAPITAL SOCIAL DE 69 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : AVENUE JEAN GIONO
13190 ALLAUCH
RCS MARSEILLE

ACTE DE NOMINATION DU GERANT

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur ~~S~~ean David COHEN,
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,

- Madame Anna COHEN,
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,

Agissant en qualité d'associés de la société «H.C.B.», société à responsabilité limitée au capital de 69 000 euros, ayant son siège social à ALLAUCH,

Après avoir exposé qu'une société a été constituée entre eux, aux termes d'un acte sous seings privés, enregistré à la recette principale de _____ et que les statuts ainsi établis prévoient dans leur article 15 la nomination d'un gérant, ont procédé à cette nomination.

Les associés soussignés nomment en conséquence :

- Monsieur Jean David COHEN,
Né le 5 juillet 1968 à MARSEILLE,
Demeurant 365 rue Paradis,
13008 MARSEILLE,
de nationalité française,

aux fonctions de gérant de la société pour une durée non limitée.

Monsieur Jean David COHEN accepte ces fonctions de gérant et déclare n'être frappé d'aucune des interdictions ou déchéances édictées par la loi sur l'assainissement des professions commerciales.

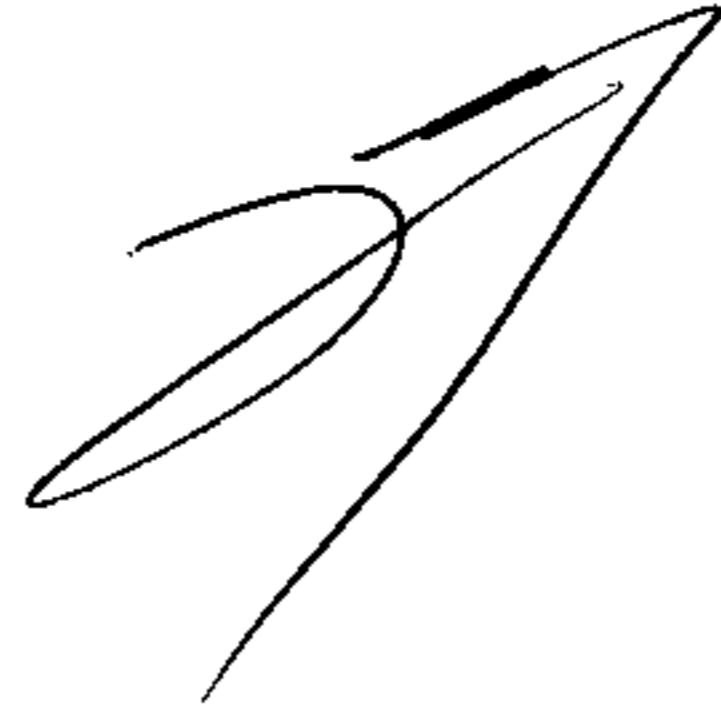
La rémunération de M. Jean David COHEN pour l'exercice de ses fonctions, sera fixée ultérieurement s'il y a lieu.

.../...

J.D.C

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

FAIT A *Monelle* LE *21/12/03*
EN *4* EXEMPLAIRES.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

FICOREC - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Inscrite à la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

H.C.B

Société à Responsabilité Limitée

Capital social : 69 000 Euros

Siège Social : Avenue Jean Giono

13 190 ALLAUCH

Apports à la société en cours de constitution de

M. DAVID COHEN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40 000 € - R.C.S. Marseille 383 016 608

Siège Social : 327, Bd Michelet - 13009 MARSEILLE

Tél. 04 91 32 19 19 - Fax 04 91 32 19 18 - E-Mail : expert@ficorec.fr - Site internet : www.ficorec.fr

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 10 novembre 2003 par les futurs associés de la société H.C.B, Société à Responsabilité Limitée en cours de constitution, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-14 al.1 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de statuts revu par le représentant de la société H.C.B et Monsieur David COHEN. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. Présentation de l'opération et description des apports

Monsieur David COHEN apporte à la société H.C.B 50 parts sociales de la société CELIOR, Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 euros, dont le siège social est au 2 Promenade G. Pompidou – 13008 Marseille.

La valeur de cet apport est estimée à 4.000 euros, soit une valeur de 80 euros par part sociale de la société CELIOR.

En contrepartie de cet apport Monsieur David COHEN recevra 40 parts sociales, de 100 euros chacune de valeur nominale, à créer par la société H.C.B en cours de constitution.

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

2.1 Contrôle de la réalité des apports

Nous avons contrôlé la réalité des apports de la manière suivante :

Nous avons vérifié que Monsieur David COHEN est bien en droit de transmettre à la société H.C.B la propriété des 50 parts sociales de la société CELIOR.

2.2 Analyse des valeurs individuelles proposées dans le traité

Nous avons réalisé nos diligences à partir des éléments suivants :

- les comptes arrêtés au 30 août 2003 de la société CELIOR

Sur cette base, la valeur de la société CELIOR est supérieure à la valeur de la situation nette comptable, compte tenu de l'absence de toute valorisation du fonds de commerce.

D'après les comptes arrêtés au 30 août 2003 de CELIOR , la situation nette par part est égale à 470 euros soit une valeur supérieure à la valeur d'apport fixée à 80 euros.

Par conséquent les 50 parts de la société CELIOR apportées par Monsieur David COHEN peuvent être évaluées à 4 000 euros.

Les 40 parts attribuées en contrepartie ont bien une valeur nominale de 100 euros, conformément aux statuts de la société H.C.B en cours de la constitution.

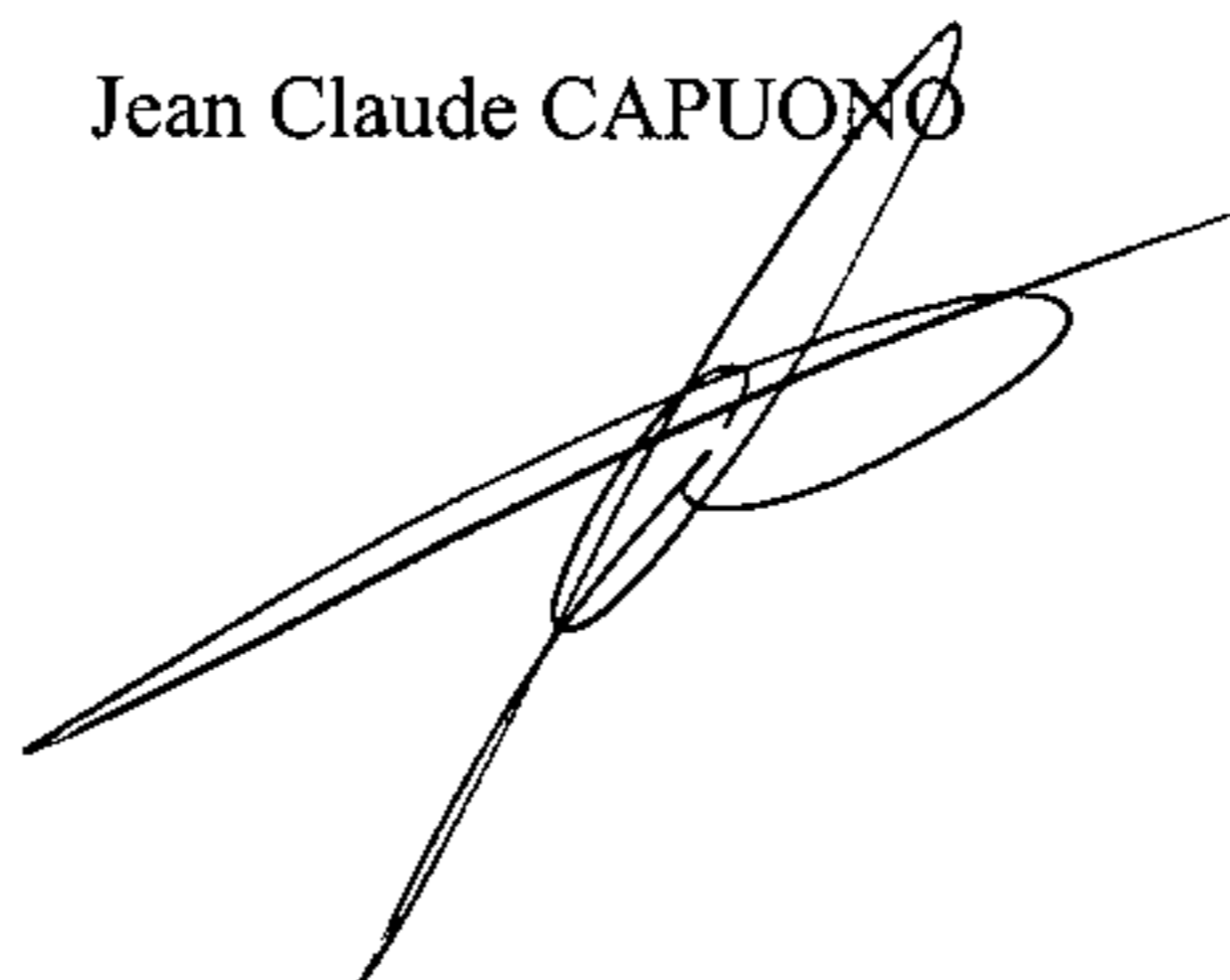
3. Conclusions

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 4 000 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur au nominal des parts émises.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2003

FICOREC AUDIT

Jean Claude CAPUOMO

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke, positioned below the printed name.

FICOREC - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Inscrite à la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

H.C.B

Société à Responsabilité Limitée
Capital social : 69 000 Euros
Siège Social : Avenue Jean Giono
13 190 ALLAUCH

Apports à la société en cours de constitution de

M. DAVID COHEN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40 000 € - R.C.S. Marseille 383 016 608

Siège Social : 327, Bd Michelet - 13009 MARSEILLE

Tél. 04 91 32 19 19 - Fax 04 91 32 19 18 - E-Mail : expert@ficorec.fr - Site internet : www.ficorec.fr

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 10 novembre 2003 par les futurs associés de la société H.C.B, Société à Responsabilité Limitée en cours de constitution, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-14 al.1 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de statuts revu par le représentant de la société H.C.B et Monsieur David COHEN. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. Présentation de l'opération et description des apports

Monsieur David COHEN apporte à la société H.C.B 100 parts sociales de la société LA BAUQUIERE, Société à Responsabilité au capital de 30 490 euros, dont le siège social est à l'avenue Jean Giono – 13 190 ALLAUCH.

La valeur de cet apport est estimée à 61 000 euros, soit une valeur de 610 euros par part sociale de la société LA BAUQUIERE.

En contrepartie de cet apport Monsieur David COHEN recevra 610 parts sociales, de 100 euros chacune de valeur nominale, à créer par la société H.C.B en cours de constitution.

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

2.1 Contrôle de la réalité des apports

Nous avons contrôlé la réalité des apports de la manière suivante :

Nous avons vérifié que Monsieur David COHEN est bien en droit de transmettre à la société H.C.B la propriété des 100 parts sociales de la société LA BAUQUIERE.

2.2 Analyse des valeurs individuelles proposées dans le traité

Nous avons réalisé nos diligences à partir des éléments suivants :

- les comptes annuels de la société LA BAUQUIERE, au 31 décembre 2002,
- les comptes arrêtés au 30 septembre 2003 de la société LA BAUQUIERE.

Le fonds de commerce n'est pas valorisée dans les comptes de l'entreprise.

L'évaluation de fonds de commerce non inscrits dans les comptes sociaux s'établit à :

- 335 810 euros sur la base d'un résultat net comptable de 74 180 euros par an et ce pendant 4 ans et demi
- 438 270 euros sur la base de la réévaluation du fonds de commerce qui avait été réalisée en 2001 lors de l'acquisition de parts de la SARL LA BAUQUIERE par Mr COHEN.

Par application du principe de prudence nous retiendrons la méthode qui nous donne la valorisation la plus faible du fonds de commerce soit 335 810 euros.

D'après cette situation, la valeur du titre attribuée lors de l'opération d'apport n'est pas surévaluée. Sur la base de la situation nette augmentée de la revalorisation du fonds de commerce, la valeur du titre est de 649 euros et est donc supérieure à celle retenue pour l'apport qui est de 610 euros.

Par conséquent les 100 parts sociales de la société LA BAUQUIERE apportées par Monsieur COHEN peuvent être évaluées à 61 000 euros.

Les 610 parts attribuées en contrepartie ont bien une valeur nominale de 100 euros, conformément aux statuts de la société H.C.B en cours de la constitution.

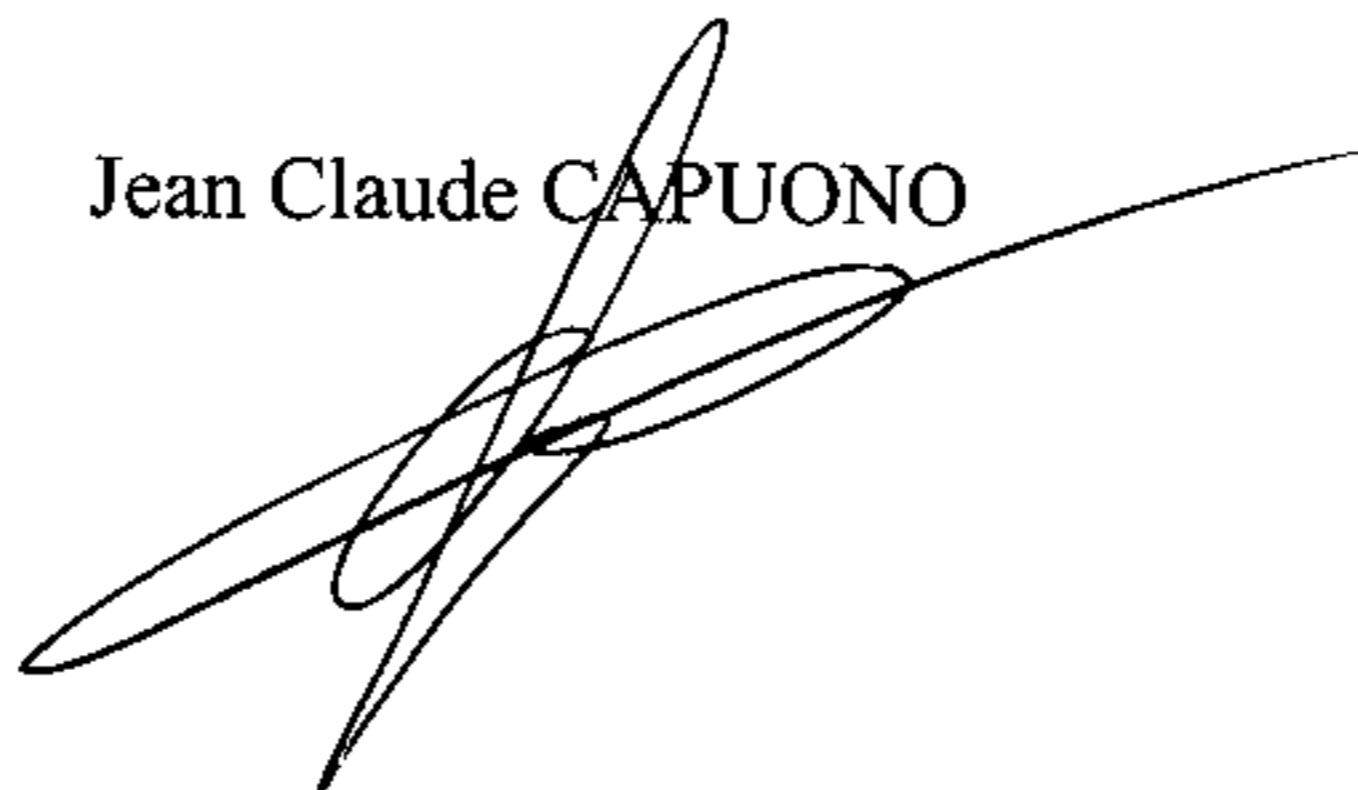
3. Conclusions

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 61 000 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur au nominal des parts émises.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2003,

FICOREC AUDIT

Jean Claude CAPUONO

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

FICOREC - AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Inscrite à la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

H.C.B

Société à Responsabilité Limitée
Capital social : 69 000 Euros
Siège Social : Avenue Jean Giono
13 190 ALLAUCH

Apports à la société en cours de constitution de

MME ANNA COHEN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 40 000 € - R.C.S. Marseille 383 016 608

Siège Social : 327, Bd Michelet - 13009 MARSEILLE

Tél. 04 91 32 19 19 - Fax 04 91 32 19 18 - E-Mail : expert@ficorec.fr - Site internet : www.ficorec.fr

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée le 10 novembre 2003 par les futurs associés de la société H.C.B, Société à Responsabilité Limitée en cours de constitution, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-14 al.1 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de statuts revu par le représentant de la société H.C.B et Monsieur David COHEN. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. Présentation de l'opération et description des apports

Madame Anna COHEN apporte à la société H.C.B 50 parts sociales de la société CELIOR, Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 euros, dont le siège social est au 2 Promenade G. Pompidou – 13008 Marseille.

La valeur de cet apport est estimée à 4.000 euros, soit une valeur de 80 euros par part sociale de la société CELIOR.

En contrepartie de cet apport Madame Anna COHEN recevra 40 parts sociales, de 100 euros chacune de valeur nominale, à créer par la société H.C.B en cours de constitution.

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

2.1 Contrôle de la réalité des apports

Nous avons contrôlé la réalité des apports de la manière suivante :

Nous avons vérifié que Madame Anna COHEN est bien en droit de transmettre à la société H.C.B la propriété des 50 parts sociales de la société CELIOR.

2.2 Analyse des valeurs individuelles proposées dans le traité

Nous avons réalisé nos diligences à partir des éléments suivants :

- les comptes arrêtés au 30 août 2003 de la société CELIOR

Sur cette base, la valeur de la société CELIOR est supérieure à la valeur de la situation nette comptable, compte tenu de l'absence de toute valorisation du fonds de commerce.

D'après les comptes arrêtés au 30 août 2003 de CELIOR, la situation nette par part est égale à 470 euros soit une valeur supérieure à la valeur d'apport fixée à 80 euros.

Par conséquent les 50 parts de la société CELIOR apportées par Madame Anna COHEN peuvent être évaluées à 4 000 euros.

Les 40 parts attribuées en contrepartie ont bien une valeur nominale de 100 euros, conformément aux statuts de la société H.C.B en cours de la constitution.

3. Conclusions

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 4 000 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur au nominal des parts émises.

Fait à Marseille, 16 décembre 2003

FICOREC AUDIT

Jean Claude CAPUONO

